

MANIFESTATION DES ENSEIGNANTS DE L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Le spectre de l'année blanche menace plus que jamais

Après plusieurs manifestations en solo, les enseignants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, regroupés autour du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), ont de nouveau arpenté les rues du centre-ville de Tizi-Ouzou avec, cette fois, le concours de dizaines d'étudiants et de fonctionnaires, pour une manifestation sous l'égide d'un collectif dénommé Coordination de la communauté universitaire (CCU) et au sein duquel tout ce beau monde s'est désormais regroupé.

Bien que le spectre de l'année blanche se fasse de plus en plus inévitable, les enseignants fidèles au Cnes, en grève depuis huit semaines maintenant, ne veulent pas en démordre, apparemment quoi qu'il leur en coûte, et à entendre ce qui se dit dans l'enceinte du campus de Hasnaoua, des étudiants se sont ralliés à leur cause même s'ils perdent gros dans ce bras de fer opposant les

enseignants de l'université Mouloud-Mammeri et leur tutelle, interpellée à plusieurs reprises avant même qu'une rencontre, à Tizi-Ouzou même, réunisse le ministre en personne, au début du mois de février dernier, et les syndicalistes locaux du Cnes.

Une rencontre pratiquement pour rien puisque les salles et les amphithéâtres de l'université Mouloud-Mammeri sont demeurés

fermés. Depuis, les enseignants en grève, même s'ils ont perdu beaucoup de leurs collègues, exaspérés par la longueur de ce mouvement, ont, en revanche, réussi le pari de rallier à leur cause des comités d'étudiants de plusieurs facultés ainsi que des fonctionnaires.

Il faut rappeler que le débrayage qui paralyse l'université de Tizi-Ouzou depuis deux mois maintenant trouve son origine dans ce que le Cnes appelle «la détresse dans laquelle l'université Mouloud-Mammeri est plongée, à l'instar d'ailleurs de toutes les universités du pays». Un état de fait, selon l'appréciation du Cnes, qui est illustré par «les récurrentes atteintes graves à la dignité de l'enseignant-chercheur à travers une remise en cause de ses préo-

gatives, un mépris ostentatoire de son autorité pédagogique et scientifique». Ceci, en plus de revendications purement sociales à travers lesquelles les syndicalistes du Cnes réclament «une digne prise en charge de la situation socioprofessionnelle de l'enseignant, à travers un salaire décent, un logement, la valorisation de son expérience, l'amélioration et la protection de son pouvoir d'achat, ainsi que la protection et la valorisation du diplôme de magister».

Depuis hier, les enseignants, auxquels se sont donc joints des fonctionnaires et des étudiants de plusieurs facultés, exigent un plan d'urgence pour la réhabilitation des infrastructures universitaires, et entre autres revendications, dire non à ce qu'ils appellent l'éclatement de l'université Mouloud-

Mammeri. Ainsi, tout indique qu'il est fort peu probable que les salles de cours et les amphithéâtres de ce «mastodonte éclaté en une multitude de campus» qu'est l'Université de Tizi-Ouzou renouent avec leur vocation. Il se dit même que dans les prochains jours, ce sont les étudiants qui s'engageront dans la fermeture des portes de l'UMMTO pour entériner l'année blanche.

Le risque n'a jamais été aussi sérieux.

M. Azedine

ORAN

La mosquée Ibn-Badis inaugurée ce vendredi

Au vu des retards enregistrés et des entraves financières et techniques qu'a connus la construction de la mosquée Ibn-Badis, dont la décision de construction remonte à quatre décennies, beaucoup doutaient de la réception de cet édifice.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Après tant d'années, promesse sera tenue cette fois-ci (même si les travaux se poursuivront toujours) puisque la mosquée, qui a connu une véritable relance en 2007, à l'occasion de la visite du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans la wilaya d'Oran, sera inaugurée ce vendredi. Toutefois, il est peu probable que le chef de l'Etat y accomplisse la première prière tel qu'il était prévu en 2007 lorsqu'il avait fermement instruit les maîtres d'ouvrage d'aller jusqu'au bout du projet.

Ainsi, le premier prêche de la prière du vendredi au sein de la mosquée Ibn-Badis sera retransmis en direct sur les chaînes nationales afin de marquer l'événement. L'on saura qu'un jumelage de l'inauguration de la mosquée aura lieu avec le lancement de la manifestation Constantine, capitale de la culture arabe 2015.

Située au rond-point de la cité Djamel, la construction de la mosquée Ibn-Badis a nécessité près de 850 milliards de centimes et devra accueillir près de 24 000 fidèles.

L'imposant édifice comprend également un centre culturel des arts islamiques, l'aménagement extérieur de l'esplanade, ainsi que l'affectation de trois étages du minaret pour y agencer la partie dite «accès imam», englobant un hall d'accueil et d'exposition, la régie et une grande salle d'archives au premier étage, notamment l'office de l'imam et un salon d'honneur, ainsi qu'une trentaine de locaux commerciaux situés à l'extérieur.

Plusieurs invités sont attendus pour l'occasion, toutefois la présence du Premier ministre reste peu probable puisqu'il sera attendu à Constantine.

A. B.

APRÈS LA MORT D'UN DES LEURS

Les retraités de l'ANP observent un sit-in devant le secteur militaire de Bouira

Trois jours après la mort d'un retraité de l'ANP qui a rendu l'âme dans sa demeure quelques heures après avoir été dialysé à l'EPH de Bouira, des dizaines de retraités de l'ANP ont observé, hier matin, un sit-in devant le siège du secteur militaire de Bouira pour exiger une commission d'enquête sur les circonstances qui avaient entouré la mort de leur collègue.

Lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons rencontré des gens très en colère. Tous se rappellent, à l'unanimité, l'incident qui avait émaillé le transfert de leur défunt collègue, une semaine auparavant vers l'hôpital de Aïn-Naâdja.

Un transfert qui avait été effectué grâce à l'intervention du président du Croissant-Rouge algérien, alors que, selon tous les présents, le directeur de l'hôpital de Bouira avait refusé de leur dégager une ambulance pour son transfert.

Outre ce point, les présents ont également rappelé le problème de local pour leur association, à savoir l'Organisation nationale des retraités de l'ANP, ou ONR-ANP, le problème des pensions et leur revalorisation ; le quota de logements qui leur revient de droit dans chaque wilaya et pour chaque programme de logements sociaux engagé, le problème de conventions avec les pharmacies, etc. A Bouira, des centaines de retraités de l'ANP parmi les contractuels vivent le mépris et la marginalisation. Les autorités locales et de wilaya refusant toujours toute ren-

contre avec les représentants de cette organisation, des jeunes retraités qui s'étaient engagés durant les années 1990 en pleine lutte antiterroriste. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs portent à jamais les stigmates de cette période, des jambes ou des bras amputés, des paralysies partielles, quand ce n'est pas des maladies chroniques comme l'insuffisance rénale qui a fini par emporter un de ces vaillants militaires.

A l'issue de ce sit-in, une requête explicative devait être remise au chef du secteur militaire de Bouira.

Y. Y.

Des habitants du village Aguilal bloquent les travaux de la Sonelgaz

Les citoyens du village Aguilal, de la commune d'El Adjiba, à 26 kilomètres au sud-est de Bouira, qui souffrent du problème d'eau potable depuis plusieurs années après la détérioration du réseau d'AEP, ont saisi l'occasion du passage d'une ligne de haute tension par leur village pour arrêter les travaux et attirer l'attention des autorités sur leur situation.

Mardi dernier, après le blocage de ces travaux de réalisation d'une ligne HT depuis Illiten où existe la station de production de l'énergie électrique,

vers la station de pompage du barrage Tilesdit, une ligne HT qui devait renforcer cette station de pompage en énergie électrique, le chef de

daïra qui s'est déplacé sur les lieux en compagnie du P/APC a pu s'entretenir avec les villageois qui lui ont exposé tous les problèmes que vit ce village de plus de 500 âmes.

Ainsi, il a été retenu la réfection totale du réseau AEP depuis la source en haute montagne jusqu'au village, la prise en charge du réseau d'assainissement, l'éclairage public, la réfection des routes et des fossés, la réhabilitation de la salle de soins fer-

mée depuis les années 2000, etc. Après ces engagements, les villageois ont promis de libérer l'entreprise réalisatrice de la ligne HT mais pas avant que les travaux de réfection du réseau AEP ne soient engagés. Le chef de daïra a promis d'inscrire en priorité ces travaux dans le BS et le P/APC s'est engagé à lancer, dès à présent, les travaux sur le budget communal.

H. M.

CITÉ UNIVERSITAIRE 1 000 LITS D'EL-TARF

Devant le manque de commodités, les étudiants montent au créneau

Les 760 étudiants que compte la cité universitaire 1 000 lits, sise dans la ville d'El-Tarf, sont depuis trois jours en grève illimitée, et ce, pour protester contre le manque criant de commodités indispensables dans la vie au quotidien des résidents.

La grève en question, initiée par l'Unea (Union nationale des étudiants algériens), est à son troisième jour et ce, sans que les responsables du DOU (Direction des œuvres universitaires) daignent

bouger le petit doigt et entamer des pourparlers afin de trouver des solutions aux problèmes soulevés, relatifs principalement à l'inexistence d'un restaurant, d'un terrain de sport, d'une salle d'activités cultu-

relles, d'une structure administrative, d'un poste de police pour les gardiens, d'une route digne de ce nom, d'hygiène, sachant que la cité ne dispose que de trois femmes de ménage, de l'eau potable.

Des revendications contenues dans une correspondance dont nous détenons une copie, adressée depuis plusieurs semaines aux responsables du DOU, en vain. Dans la foulée, les étudiants dénoncent la

politique de marginalisation usitée par le DOU. Une posture qui n'a fait que rendre le climat plus délétère avec, pour conséquence, une gestion des plus chaotiques dans la prise en charge des problèmes des étudiants», est-il écrit dans la même correspondance. Cependant, nos multiples démarches pour joindre le directeur des œuvres universitaires n'ont pas abouti.

Daoud Allam